

Table des matières

Les transferts de patrimoine à patrimoine entre époux : quelques formules commentées	7
Philippe DE PAGE	
Section 1. Les transferts conventionnels ayant effet au décès d'un époux	7
Sous-section 1. Régime de communauté	7
Sous-section 2. Régime de séparation des biens	14
Section 2. Le transfert d'un bien du vivant des époux	20
Sous-section 1. Régime de communauté	20
Sous-section 2. Régime de séparation des biens	24
Section 3. Protections autres	25
Séparation de biens avec clause de participation aux acquêts : formules pour une amélioration	29
Thomas VAN HALTEREN	
Introduction	29
Section 1. La participation aux acquêts et le droit d'usufruit	31
Section 2. La participation aux acquêts et la subrogation	37
Section 3. La participation aux « acquêts négatifs »	39
Section 4. Créance de participation aux acquêts et constitution d'une société accessoire	43
Conclusion	60
Lumières pratiques sur la correction judiciaire en équité	61
Olympe PIÉRARD	
Introduction	61
Section 1. La correction légale	64
Sous-section 1. Les conditions d'application de la correction judiciaire en équité	65
§ 1. Le choix ou la demande du régime de séparation de biens	66
ANTHEMIS	225

§ 2. L'adhésion à la correction judiciaire en équité dans la convention matrimoniale	67
§ 3. Un changement de circonstances exceptionnel	68
§ 4. Des conséquences patrimoniales manifestement inéquitables	70
§ 5. La dissolution du mariage par divorce pour cause de désunion irrémédiable	71
§ 6. La demande d'indemnité correctrice	72
Sous-section 2. L'indemnisation	75
Sous-section 3. La mise en œuvre de la correction judiciaire en équité	78
Sous-section 4. Le devoir d'information renforcé du notaire	82
Section 2. La correction conventionnelle	84
Sous-section 1. Adaptation des conditions d'application	85
§ 1. La dissolution du mariage par le divorce	87
§ 2. Le changement de circonstances exceptionnel	87
§ 3. Les conséquences manifestement inéquitables	89
Sous-section 2. Adaptation de l'indemnité correctrice	90
Conclusion	92

Les conventions de cohabitation légale : opportunités et limites 95

Alain-Charles VAN GYSEL et Jim SAUVAGE

Section 1. Que sont les conventions de cohabitation légale?	95
Section 2. Les limites imposées aux conventions de cohabitation légale	96
Section 3. Les propositions de clauses et leur commentaire	96
Sous-section 1. La clause-cadre	96
§ 1. Article 1. Clause-cadre	96
§ 2. Article 2. Révision	97
Sous-section 2. Les charges du ménage	98
§ 1. Article 3. Répartition des charges	98
§ 2. Article 4. Compte bancaire commun	99
§ 3. Clause de reddition des comptes	102
Sous-section 3. La propriété des biens	104
§ 1. Article 5. Règles de propriété	104
§ 2. Règles de preuve et présomptions	105
§ 3. Article 6. Création d'un patrimoine commun (interne)	106

§ 4. Article 7. Gestion	111
Sous-section 4. La fin de la cohabitation légale	112
§ 1. En cas de décès d'un des partenaires	112
A. Article 8. Clause d'accroissement	112
B. Article 9. Clause de reprise sur prisée	114
§ 2. En cas de dénonciation de la cohabitation légale	114
A. Article 10. Recours aux modes amiables de résolution des conflits	114
B. Article 11. Pension alimentaire	116
C. Article 12. Attribution préférentielle	124
D. Article 13. Enchères privées	126
E. Article 14. Emprunt hypothécaire	127
Conclusion	128
Les avantages matrimoniaux	129
Bérénice DELAHAYE et Matthieu VAN MOLLE	
Section 1. Rappels des principes	129
Sous-section 1. Notion d'avantage matrimonial	129
Sous-section 2. Nature des avantages matrimoniaux	130
Sous-section 3. Avantages matrimoniaux et séparation des biens	131
Sous-section 4. Notion d'acquêt	134
Sous-section 5. Tableau récapitulatif	136
Section 2. Avantages matrimoniaux touchant à la composition du patrimoine	137
Sous-section 1. Clause d'apport d'un bien à la communauté ou à une société limitée	137
§ 1. Modèle	137
§ 2. Commentaire	138
Sous-section 2. Clause de mise en indivision d'un portefeuille (séparation des biens)	140
§ 1. Modèle	140
§ 2. Commentaire	141
Sous-section 3. Clause de propre (régime de communauté)	143
§ 1. Modèle	143
§ 2. Commentaire	143
Section 3. Avantages matrimoniaux touchant à la liquidation du patrimoine	145
ANTHEMIS	227

Sous-section 1. Clause de suppression d'une récompense (communauté/société limitée)	145
§ 1. Modèle	145
§ 2. Commentaire	145
Sous-section 2. Clause de suppression d'une créance (séparation des biens)	146
§ 1. Modèle	146
§ 2. Commentaire	146
Section 4. Avantages matrimoniaux touchant au partage du patrimoine	147
Sous-section 1. Clause d'attribution de la totalité du patrimoine commun	147
§ 1. Modèle	147
§ 2. Commentaire	147
Sous-section 2. Clause d'attribution optionnelle du patrimoine commun	150
§ 1. Modèle	150
§ 2. Commentaire	151
Sous-section 3. Clause renversant la présomption d'avantage matrimonial imparfait	154
§ 1. Modèle	154
§ 2. Commentaire	155
Sous-section 4. Clause d'attribution optionnelle de biens indivis (séparation des biens)	156
§ 1. Modèle	156
§ 2. Commentaire	157
Sous-section 5. Clause d'attribution de biens personnels (séparation des biens)	159
§ 1. Modèle	159
§ 2. Commentaire	160

Le point sur les créances entre époux séparés de biens au regard des réformes et de la jurisprudence récentes	163
Rachel SABBAAH	
Introduction	163
Section 1. Constat préalable : en l'absence d'écrit, la reconnaissance d'une récompense en régime de communauté est plus aisée que l'établissement d'une créance en régime de séparation de biens	164
Section 2. Fondements des créances entre époux	166
Section 3. Preuve des créances entre époux et clauses relatives à la preuve	168
Sous-section 1. Régime antérieur	169
Sous-section 2. Régime actuel	170
Section 4. Échappatoire : l'enrichissement injustifié (anciennement enrichissement sans cause)	172
Sous-section 1. Rappel des principes	172
Sous-section 2. L'absence de <i>cause</i> sous le prisme de la jurisprudence de la Cour de cassation	174
§ 1. L'excès contributif aux charges du mariage	174
A. Arrêt du 22 avril 1976	174
B. Arrêt du 30 mars 2018	175
C. Arrêts des 14 novembre 2019, 16 novembre 2020 et 4 février 2022	177
§ 2. L'absence de volonté dans le chef de l'appauvri d'opérer un glissement définitif de patrimoine	180
Sous-section 3. Analyse de quelques décisions de fond récentes quant à l'enrichissement injustifié	181
Sous-section 4. Montant de la créance et réévaluation	190
§ 1. Article 5.137 du Code civil	190
§ 2. Créance de valeur	191
§ 3. Règle du double plafond	191
§ 4. Méthode de réévaluation (tant à la hausse ou à la baisse)	192
A. Méthodes appliquées à la suite de l'arrêt de la Cour de cassation du 27 septembre 2012 : méthode financière et méthode monétaire	192
B. Arrêt de la Cour de cassation du 4 février 2022 : condamnation de la méthode financière	194
C. Méthode préconisée par la cour d'appel de Liège aux termes de son arrêt du 21 juin 2023	196
ANTHEMIS	229

Sous-section 5. Correctif judiciaire en équité	199
Section 5. Intérêts	200

Les ombres du pacte «Valkeniers» : leviers d'action en amont et propositions de clauses 203

Frédéric LALIÈRE

Section 1. La non-caducité du pacte en cas de prédécès, de répudiation de la succession ou d'indignité successorale de/par l'enfant protégé par celui-ci	204
Section 2. L'étendue de la vocation successorale du conjoint survivant contractuellement exhéredé par le pacte et institué légataire universel par le conjoint prémourant	207
Section 3. L'étendue de la vocation successorale du conjoint survivant dans l'hypothèse d'un pacte «Valkeniers» à portée <i>limitée</i>	208
Section 4. L'arrêt de la Cour de cassation du 22 octobre 2020 et le pacte «Valkeniers» conclu moyennant contrepartie – Comment faire ?	211
Section 5. Les rapports entre le pacte «Valkeniers» et l'usufruit successif de l'article 4.18 du Code civil	213
Sous-section 1. L'usufruit successif est-il un droit successoral ?	215
Sous-section 2. L'usufruit successif est-il un droit successoral <i>ordinaire</i> ou d'un droit successoral <i>anormal</i> ?	216
Section 6. La clause «Valkeniers» optionnelle ou alternative	221